

La retraite à 60 ans, à taux plein, à 37,5 annuités, c'est possible : en taxant le capital !

L'ÉLECTION RÉGIONALE À PEINE OUBLIÉE, LA BATAILLE IDÉOLOGIQUE A DÉJÀ COMMENCÉ !

Gouvernement, patronat et experts en tout genre, nous martèlent de plus belle que le fait que nous vivions plus longtemps doit nous obliger à travailler plus longtemps.

Derrière cette rengaine, ils nous préparent l'allongement de la durée de cotisation, la fin de la retraite à 60 ans et ainsi une baisse drastique du niveau des pensions sans augmentation des cotisations patronales.

GOVERNEMENT ET MEDEF POUR UN RECUK SOCIAL GÉNÉRALISÉ

À la suite de ses entretiens avec les confédérations syndicales, le ministre Eric Woerth a déclaré qu'il ne saurait être question de « négociations » : « On en parle depuis des années. Maintenant il faut agir ».

Nous aurons donc pendant l'été, la présentation d'un projet de loi au Conseil des ministres puis au Parlement, dans l'idée d'un vote à la rentrée.

Un calendrier trop court, d'après les responsables syndicaux, comme Chérèque qui souhaiterait « aller au fond des sujets », ou pour Thibault qui regrette que « le gouvernement refuse de créer les conditions d'un vrai débat sur les retraites dans le pays ». Et Mailly de déplorer une « concertation » qui prend la forme d'une « confrontation ».



Les bénéficiaires de celle-ci ne sont pas à chercher bien loin : les trois organisations patronales reçues par Woerth affichent leur satisfaction. Tels sont les objectifs de l'offensive du patronat, orchestrée par le gouvernement.

RETRAITES : ASSEZ DE MENSONGES ET DE DRAMATISATION

Pour justifier l'injustifiable, une série de contre-vérités assénées comme des évidences. L'argument démographique, par exemple : puisqu'on vit plus longtemps, le nombre de retraités augmente par rapport au nombre d'actifs. Mais on oublie d'ajouter que le même nombre d'actifs produit quatre, cinq fois plus qu'il y a vingt, trente ans.

Cette richesse supplémentaire, créée par l'accroissement de la productivité, devrait être consacrée à ceux qui la produisent, il n'y aurait pas de problème de retraite.

Mais cette richesse supplémentaire est très largement empochée par les actionnaires, dont les dividendes sont passés de 4% au début des années 80 à 13% aujourd'hui ! Les grands patrons ne s'en servent pas pour l'investir dans la production et créer des emplois, ils la détournent vers les spéculations financières et les poches des actionnaires.

LA VRAIE QUESTION, CELLE DE L'EMPLOI

Ils veulent donc nous faire travailler plus longtemps, mais encore faudrait-il avoir du travail. Actuellement, 6 salariés sur 10 sont sans emploi ou touchent des aides sociales, au moment de la retraite.

Un million d'emplois à plein temps supplémentaires représentent 20 milliards d'euros de cotisations vieillesse de plus: avant de faire travailler plus longtemps ceux qui ne veulent pas et ne peuvent plus, il serait urgent de faire travailler ceux qui sont sans emploi.

Dans la plupart des cas, les salariés de 55 ans et plus ont été chassés de leur entreprise au nom d'un « plan de modernisation » ou autre plan de soit-disant sauvegarde de l'emploi (PSE). Pas un jour sans que l'on n'annonce des licenciements et des suppressions de postes, les cinquantenaires étant massivement touchés et pratiquement sans espoir de retrouver un emploi. La lutte contre le chômage par une politique ambitieuse de l'emploi est une réponse essentielle au déficit des régimes de retraites.

INÉGALITÉS FACE À L'ESPÉRANCE DE VIE

Alors si, à 59 ans en moyenne, un ouvrier souffre d'importants problèmes de santé, comment peut-il continuer à travailler au-delà ? A moins de partir à la retraite en renonçant à sa pension à taux plein.

EN SOUTIEN À L'INTERSYNDICALE, LE PCF, LE PG ET LE NPA ONT DÉCIDÉ DE FAIRE UN FRONT POLITIQUE UNIQUE ET VOUS APPELLENT À MANIFESTER LE SAMEDI 1ER MAI, À 10H30, PLACE DE LA LOIRE, À ORLÉANS.

Avec l'augmentation du nombre de trimestres de cotisations nécessaires, obtenir une retraite à taux plein deviendra impossible pour de très nombreux cotisants, obligés de partir en retraite du fait de leur incapacité à travailler.

Prendre aux profits pour profiter de nos retraites, diminuer et répartir le temps de travail, voilà les vraies mesures que le monde du travail, la jeunesse, doivent porter dans la confrontation qui s'annonce.

Vu la faiblesse des pensions du régime de base, les salariés bénéficiant des plus faibles revenus auront comme unique alternative de travailler le plus tard possible pour obtenir une pension presque correcte.

SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

En finir avec les stages non rémunérés (donc sans cotisations), les contrats précaires sous payés et exonérés de cotisations, en finir avec les temps partiels imposés, particulièrement aux femmes.

ORGANISER LA RIPOSTE !

Nous ne devons pas laisser penser qu'il y a une fatalité démographique, car derrière ce discours idéologique, pseudo-scientifique, un nouveau recul social majeur se prépare.

Rappeler sans cesse que la question des retraites n'est pas une question démographique mais bel et bien une question de répartition des richesses, de partage du travail, bref un choix de société.

Il suffirait de supprimer le bouclier fiscal pour effacer le déficit actuel. D'ici à 2020, l'équilibre financier peut être atteint en augmentant les cotisations patronales, en annulant les exonérations, qui n'ont aucun effet sur l'emploi, en créant une cotisation sur les dividendes des actionnaires etc.

Notre retraite, on la veut à 60 ans, à taux plein, et à pas moins de 1500 euros net par mois. On se battra pour la garder !

